Conseil national
de l'information statistique

Montrouge, le 15 octobre 2025 – N° 145/H030

Synthèse des interventions du colloque du Cnis

« Aménager les territoires pour faire face au changement climatique : quels éclairages statistiques ? »

Bercy, 2 juillet 2025

Le colloque organisé par le Conseil national de l'information statistique le 2 juillet 2025 a mis en lumière les défis et les opportunités liés à l'aménagement des territoires face au changement climatique, en insistant sur le rôle crucial des données statistiques pour éclairer les politiques d'adaptation (résilience face aux aléas) et d'atténuation (réduction des émissions). Bertrand du Marais, président du Cnis, a souligné en ouverture du colloque que les effets du dérèglement climatique deviennent de plus en plus visibles et que les tensions sociales freinent parfois la mise en œuvre des politiques environnementales. La statistique publique apparaît comme un levier essentiel pour comprendre les dynamiques territoriales, évaluer les vulnérabilités et, en apportant une cohérence indispensable à l'action publique, orienter les actions, tant à l'échelle locale que nationale. La vidéo intégrale et les diaporamas du colloque sont en ligne sur le site du Cnis.

Parmi les nombreux éléments de constat, les interventions ont notamment montré que près de 47 % des logements en France sont exposés à au moins un aléa climatique, qu'il s'agisse d'inondations, de retrait-gonflement des argiles, de feux de forêt ou de submersions marines. Les projections climatiques indiquent une aggravation de ces risques, en particulier pour les maisons situées en zones périurbaines, souvent occupées par des propriétaires aisés, ainsi que pour les résidences secondaires en zones rurales. Les populations défavorisées et les femmes âgées isolées sont particulièrement vulnérables aux vagues de chaleur et à la pollution de l'air, notamment dans les quartiers urbains densément peuplés mais peu végétalisés. Les IRIS les plus exposés cumulent souvent forte chaleur, faible couverture végétale et précarité sociale, ce qui aggrave les inégalités face aux risques sanitaires. Par ailleurs, les forêts françaises subissent un déclin alarmant, avec une production biologique en recul de 10 % en dix ans et une mortalité des arbres qui a doublé, compromettant leur fonction de puits de carbone. Les outils comme le LiDAR et les modèles climatiques permettent d'anticiper les risques futurs, tels que les incendies ou les sécheresses, et d'adapter la gestion des écosystèmes.

Il existe ainsi de nombreuses sources de données d'établissements publics (Météo France, IGN, BRGM, ONF, MNHM, Cerema,…) permettant de produire des diagnostics sur la vulnérabilité des territoires et de leur population. Toutefois, un enjeu majeur réside dans le manque de données granulaires pour les petits territoires, ainsi que dans les disparités entre les groupes taxonomiques, certains étant bien documentés, comme les oiseaux ou les plantes, tandis que d'autres, comme les insectes ou les organismes du sol, restent peu étudiés. Les sciences participatives, à travers des plateformes comme iNaturalist, contribuent à combler ces lacunes, mais leur fiabilité dépend de protocoles rigoureux et d'une validation experte. Les données citoyennes, bien que précieuses, doivent être intégrées avec prudence dans les analyses publiques. Le croisement des données climatiques, socio-économiques et sanitaires s'avère indispensable pour affiner les diagnostics et cibler les actions, comme l'illustre le projet pluridisciplinaire H2C (Heat and Health in Cities), qui évalue les impacts de la chaleur sur la santé en fonction des caractéristiques locales.

L'adaptation des territoires passe par des solutions locales, comme la végétalisation des villes pour lutter contre les îlots de chaleur urbains, qui peuvent atteindre jusqu'à 10 °C de plus que les zones rurales. Paris, par exemple, développe un réseau de capteurs thermiques et des atlas de vulnérabilité pour identifier les zones prioritaires. La biodiversité, souvent reléguée au second plan par rapport au climat, bénéficie désormais de 123 indicateurs nationaux, mais leur appropriation par les acteurs locaux reste un défi. Les cartes d'habitats, comme celles du programme CarHab, et les listes rouges d'espèces menacées offrent des bases pour prioriser les actions de conservation. Cependant, l'absence de

métrique unifiée, comparable au CO_2 pour le climat, complique la mesure des progrès et la comparaison entre territoires.

Les émissions liées aux mobilités, en hausse de 20 % en 25 ans, sont principalement portées par l'étalement urbain et la dépendance à la voiture, en particulier dans les zones périurbaines où les classes moyennes effectuent les trajets les plus émetteurs. Des outils de modélisation fine, comme ceux utilisés à La Rochelle, montrent qu'une redistribution ciblée de la population pourrait réduire les émissions de 30 % sans coût majeur. Les atlas communaux et les plateformes comme NatureFrance facilitent l'accès aux données et encouragent une action locale plus informée.

Malgré ces avancées sur la connaissance, les politiques climatiques se heurtent à des résistances, notamment en raison de leur acceptabilité sociale. Le concept de « reste à vivre » après dépenses de logement et de transport révèle des inégalités criantes : les ménages modestes, contraints budgétairement, peinent à investir dans la rénovation énergétique ou des modes de transport moins polluants. Les zones à faibles émissions ou l'objectif de zéro artificialisation nette suscitent des tensions, et leur mise en œuvre est parfois remise en cause. Les collectivités manquent souvent de moyens pour évaluer l'efficacité de leurs actions, comme le choix entre végétaliser les centres-villes ou créer des forêts en périphérie. La complexité des indicateurs, notamment pour la biodiversité, rend difficile la définition de priorités claires et partagées. Les décideurs locaux ont besoin de données accessibles et d'outils d'évaluation pour justifier leurs choix et mobiliser les citoyens.

La statistique publique a un rôle central à jouer dans la production, l'harmonisation et la diffusion des données. Renforcer les enquêtes existantes, comme le recensement de la population ou les études sur la mobilité, avec des questions climatiques permettrait de mieux comprendre les dynamiques territoriales. La modélisation est également cruciale pour compléter les observations, par exemple en projetant les scénarios de montée des eaux ou de stress thermique. Standardiser les indicateurs, comme le fait l'Observatoire national de la biodiversité, faciliterait les comparaisons entre territoires et le suivi des politiques. La transparence et l'open data sont des leviers pour impliquer les citoyens et les chercheurs dans la co-construction des solutions.

Les prochaines étapes incluent le test de méthodes innovantes, comme les capteurs urbains ou l'ADN environnemental, et leur généralisation si elles s'avèrent efficaces. L'évaluation systématique des politiques, en comparant le coût de l'inaction à celui des investissements d'adaptation, permettrait de mieux allouer les ressources. La planification écologique doit articuler les stratégies locales, comme les COP territoriales, avec les objectifs nationaux, en intégrant des corridors écologiques ou des forêts puits de carbone. Enfin, le colloque a souligné l'importance d'expérimenter à petite échelle avant de généraliser les solutions, afin d'éviter les erreurs coûteuses et d'adapter les actions aux spécificités de chaque territoire.

En conclusion, Béatrice Sédillot, responsable du service statistique des ministères en charge de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement, a salué la qualité des interventions et des échanges durant cette journée. Elle a rappelé l'absolue nécessité de disposer de données fiables, robustes et de qualité, pour éclairer la décision publique. Pour appréhender les dynamiques environnementales, il est nécessaire de mobiliser une grande variété de données, certaines participatives – issues de la collaboration entre chercheurs et citoyens, et de les articuler avec des données de contexte, en particulier sociodémographiques. La statistique publique produit des données issues de grandes enquêtes, mais aussi analyse ces données, les met en perspectives, et réalise des projections permettant aux acteurs locaux de construire leurs propres scénarios d'aménagement. Il est crucial aussi d'entretenir un dialogue étroit avec les chercheurs, pour déterminer ensemble quels descripteurs intégrer dans les enquêtes. C'est ainsi que la statistique publique pourra continuer à jouer pleinement son rôle : produire, structurer, articuler et éclairer les données au service des politiques publiques. Ce colloque a contribué à porter à connaissance des travaux réalisés dans des territoires variés, espérons qu'il pourra ouvrir des perspectives à d'autres collectivités. Du côté des services centraux, il y a aussi un enjeu fort à centraliser, harmoniser et mettre à disposition des données territoriales comparables, dans toute la mesure du possible, pour permettre à chaque territoire – qui, par définition, a ses spécificités – de pouvoir s'appuyer sur des outils communs et des méthodes robustes, qui restent appropriables et adaptables.